

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 16/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SANOFI WINTHROP INDUSTRIE**

1051, boulevard Industriel  
76580 Le Trait

Références : UDRD-2025-10-T-580  
Code AIOT : 0005801443

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement SANOFI WINTHROP INDUSTRIE implanté 1051, boulevard Industriel 76580 Le Trait. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le site SANOFI le Trait dans le but de recoler :

- l'arrêté de mise en demeure du 18/12/2023 portant sur la conformité du système d'extinction automatique incendie (sprinklage) ;
- l'arrêté de prescriptions complémentaires du 18/12/2023 encadrant la mise en œuvre d'un compartimentage de la zone magasin pour éviter la propagation d'un incendie vers les zones de production.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI WINTHROP INDUSTRIE
- 1051, boulevard Industriel 76580 Le Trait
- Code AIOT : 0005801443
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Sanofi Winthrop Industrie du Trait est spécialisée dans la production de médicaments injectables et stériles à forte valeur ajoutée (antithrombotiques, vaccins et anticorps monoclonaux). Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 et est notamment classée sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 relative aux entrepôts couverts.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 7.5.2.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 7.2.3.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article Article 7.5.7.1.	/	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations de sprinklage	AP de Mise en Demeure du	/	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		18/12/2023, article 1er		
2	Compartimentage de la zone de magasins M10/M1/D	AP Complémentaire du 18/12/2023, article 1er	/	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 7.2.4.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 1.6.1.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation d'extinction automatique incendie de l'exploitant ne présente plus de non-conformité susceptible de la mettre en échec en cas d'incendie. L'inspection propose donc au préfet de lever la mise en demeure du 18 décembre 2023 portant sur la conformité du sprinklage.

L'exploitant est en train de finaliser le compartimentage du magasin de stockage pour éviter la propagation d'un incendie aux zones de production imposé par arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2025.

Certains travaux de maintenance de son système de sprinklage, de ses RIA et de ses installations électriques ne peuvent être réalisés que pendant les arrêts techniques de l'installation. Il transmettra donc à l'inspection sous 3 mois les bons d'intervention des opérations réalisées lors de l'arrêt technique prévu en décembre 2025 pour la résorption des observations relevées lors des vérifications de ce matériel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations de sprinklage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/12/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, dont le siège social est situé 82 avenue Raspail 94250 GENTILLY, est mise en demeure, pour son site situé 1051 boulevard Industriel 76580 LE TRAIT, de respecter <b>avant le 31 décembre 2024</b> , les dispositions <b><u>de l'article 8.1.7. de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009</u></b> régularisant et autorisant l'extension de ses activités de fabrication de médicaments. Cette disposition sera réputée satisfaite si l'exploitant présente à l'inspection un rapport de vérification de ses installations de sprinklage vierge de toute non-conformité susceptible de mettre en échec le système d'extinction automatique incendie.

L'exploitant respectera les échéances suivantes pour les différentes étapes de remise en conformité de l'installation de sprinklage :

- **avant le 31 janvier 2024**, il remettra à l'inspection le rapport d'études d'ingénierie relatif à la mise en œuvre du sprinklage dans les zones actuellement non couvertes à proximité de zones sprinklées sans séparation coupe-feu (zones actuellement à l'origine du risque de mise en échec du système) ;
- **au 30 juin 2024**, l'exploitant dispose de motopompes adaptées à son système de sprinklage ESF ;
- **au 31 juillet 2024**, l'installation de sprinklage du bâtiment C ne présente plus de risque de mise en échec ;
- **au 30 septembre 2024**, l'installation de sprinklage du bâtiment F ne présente plus de risque de mise en échec ;
- **au 31 décembre 2024**, l'ensemble de l'installation de sprinklage du site (y compris le bâtiment E) ne présente plus de non-conformité susceptible de mise en échec.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection avant la visite le rapport de vérification de l'installation de sprinklage en date des 28 et 29 août 2025 selon le référentiel FM GLOBAL. Ce rapport conclut à l'absence de non-conformité susceptible de mettre en échec le système d'extinction incendie. **L'inspection propose donc à M. le préfet de la Seine Maritime de lever la mise en demeure du 18 décembre 2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 2 : Compartimentage de la zone de magasins M10/M1/D**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 18/12/2023, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Avant le 31 décembre 2024, la société SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, dont l'exploitation est située 1051 boulevard industriel 76580 LE TRAIT, met en œuvre le compartimentage de la zone de magasins M10/M1/D selon le calendrier suivant :

- **avant le 29 février 2024**, elle transmet à l'inspection le rapport de son étude d'ingénierie et l'approbation du dossier d'investissement ;
- **avant le 31 octobre 2024**, pour permettre l'intervention des secours, elle crée une plateforme de 4 x 10 m adaptée au stationnement d'un véhicule échelle le long du laboratoire en prévoyant un accès par le portail existant ;
- **avant le 30 novembre 2024**, elle met en œuvre, dans la partie ouest du magasin, un rideau d'eau double niveau (4 et 8 m) pour prévenir la propagation d'un incendie aux zones de production. Ce rideau d'eau est fixé sur des éléments de structure présentant des caractéristiques de résistance au feu pendant 2 heures ;
- **avant le 31 décembre 2024**, elle dote la façade nord du laboratoire voisin d'une colonne

sèche pour prévenir la propagation d'un incendie au laboratoire. En cas d'incendie, cette colonne sèche sera alimentée par les services de secours à partir du poteau incendie voisin.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de l'avancement et de la bonne exécution du chantier à l'issue de chacune des échéances, et ce, par l'intermédiaire d'un rapport dédié.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté sur le site la présence :

- de la plateforme de stationnement d'un véhicule échelle le long du laboratoire avec un portail de taille adapté ;
- de la colonne sèche sur la façade Nord du bâtiment E (laboratoire) ;
- du rideau d'eau à 4m positionné dans les bâtiments D et L pour compartimenter le rez-de-chaussée entre le magasin (bat D) et la production (Bat F et L).

L'exploitant a transmis le 09/05/2025 un dossier de porter à connaissance modifiant le compartimentage qu'il avait envisagé. En effet, suite à une étude menée avec un prestataire compétent en matière de défense incendie, il a décidé, pour assurer une meilleure performance de son compartimentage d'installer, en lieu et place du 2<sup>e</sup> niveau de rideau d'eau prévu à 8 m, deux canons incendie fixes et auto-rotatifs en toiture. La mise en œuvre de ces canons ayant nécessité des études complémentaires pour s'assurer que la toiture était en mesure de les supporter, l'exploitant a demandé le report de l'échéance de mise en œuvre à la fin de l'année 2025. L'inspection a constaté lors de sa visite que les travaux de mise en œuvre des canons incendie étaient en cours. Ces canons seront alimentés en eau par des réserves indépendantes qui seront installées sur l'ancien terrain CEMEX au sud du site. Une pompe Diesel sera installée dans un conteneur. Des travaux de préparation du terrain étaient en cours lors de la visite.

L'exploitant a indiqué que les modalités de maintenance de l'ensemble des nouveaux dispositifs de défense incendie seront établies à la fin du chantier soit en fin d'année 2025. Il a transmis à l'inspection par courriel du 13/10/2025 un plan de maintenance prévisionnel.

Par ailleurs, ces nouveaux moyens d'extinction nécessitant un approvisionnement en eau, l'exploitant a transmis à l'inspection un audit de ses besoins en eau d'extinction incendie daté du 29/05/2024 et réalisé par le même prestataire en prenant l'avis des services du SDIS76.

La surface totale des bâtiments est de 81 241 m<sup>2</sup>. Suite au compartimentage du magasin, la surface majorante de référence est constituée d'un ensemble de 52 706 m<sup>2</sup> contenant la zone de production et de conditionnement, des bureaux et le laboratoire E1. Les besoins en eau calculés avec l'instruction technique D9 ont été plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h pendant 2h (soit un total de 1 440 m<sup>3</sup>) comme le permet l'instruction technique D9 pour des surfaces sprinklées, même si les surfaces ne sont pas complètement sprinklées (notamment les bureaux, mais cette absence de sprinklage ne présente pas de risque d'échec de l'installation d'extinction incendie).

Ce rapport précise que le site dispose de 5 poteaux incendie capables de fournir un débit total de 284 m<sup>3</sup>/h en fonctionnement simultané (soit 568 m<sup>3</sup> au total sur 2h). L'exploitant a donc installé sur son site 2 bâches à eau souples, chacune d'un volume de 550 m<sup>3</sup> (1100 m<sup>3</sup> au total) au Sud du

site. L'inspection a constaté la présence de ces bâches à eau lors de la visite. L'exploitant dispose donc d'un volume d'eau de 1 668 m<sup>3</sup> pour 2h. Les besoins définis à 720 m<sup>3</sup>/h sont couverts.

Une capacité supplémentaire en eau est également nécessaire pour approvisionner les rideaux d'eau, les canons à eau et la colonne sèche. L'exploitant a donc positionné une 3<sup>e</sup> bâche à eau de 120 m<sup>3</sup> près du local abritant les motopompes du sprinklage et prévoit d'en installer une 4<sup>e</sup> pour alimenter les canons à eau au Sud du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 7.5.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2024

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

## **Constats :**

### **Détection incendie**

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel les rapports de vérification de la détection incendie en date du 27 décembre 2024.

Bien que les installations de détection incendie apparaissent en bon état de fonctionnement, lors de la précédente visite, il avait été constaté que les installations n'étaient pas conformes à un référentiel. Les rapports de maintenance transmis à l'inspection mentionnent également que les 4 centrales incendie du site sont obsolètes. L'exploitant est donc en train de procéder au remplacement des 4 centrales incendie du site et du câblage électrique entre ces centrales et le début des lignes de détection pour assurer une résistance au feu CR1-C1 en accord avec le référentiel APSAD R7. Il prévoit pour 2026-2027 de revoir sa stratégie d'évacuation et de remplacer une partie des détecteurs.

Toutefois, il est à noter que dans les zones à risque de départ de feu et présentant une grande charge calorifique (notamment dans les magasins de stockage), le système de détection incendie s'ajoute au système d'extinction automatique incendie qui peut faire office de détection incendie, lequel est conforme au référentiel FM GLOBAL.

### **Installations de désenfumage**

L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection avant la visite les rapports de vérification des dispositifs de désenfumage du 7 juillet 2025. La fréquence annuelle de contrôle est respectée par l'exploitant et le document ne relève pas de défaut d'entretien.

### **Robinetts Incendie Armés (RIA)**

Le rapport de vérification des RIA du 3 juillet 2025 fait état d'un dysfonctionnement sur 5 RIA : des fuites sur les RIA 65, 54 et 101 et un robinet diffuseur hors service sur les RIA 72 et 59. 17 RIA n'ont pas été vérifiés lors de cette visite en raison de leur absence d'accessibilité (accessibles uniquement lors de l'arrêt technique en décembre). L'exploitant a indiqué que les 17 autres RIA étant dans des zones d'accès restreint seront vérifiés en décembre 2025 et que les interventions de maintenance des RIA défectueux ne pourront être réalisés que pendant ce même arrêt technique. L'exploitant a transmis à l'inspection un devis pour la réalisation de ces travaux de remise en conformité par courriel du 13/10/2025 ainsi qu'un bon de commande en date du 31/07/2025.

Lors de la visite sur le site, l'inspection a vérifié par sondage que les RIA étaient bien marqués.

### **Installation de sprinklage**

Bien que l'installation de sprinklage ne présente plus de non-conformité susceptible de la mettre en échec, le rapport de vérification semestrielle de l'installation de sprinklage met en évidence 23 écarts au référentiel sans risque d'échec toutefois. Le rapport précise que ces écarts sont à lever



au plus vite. 16 écarts ont été signalés le 25 juin 2024, 3 ont été signalés le 10/01/2025 et 4 écarts sont des nouveaux écarts signalés en août 2025.

L'exploitant a indiqué que certains écarts pourraient être levés lors de l'arrêt technique de fin d'année. Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 13/10/2025 un plan d'actions pour la résorption de ces écarts ainsi que les devis pour la réalisation des travaux de remise en conformité. Le prochain contrôle semestriel est prévu en début d'année 2026.

L'exploitant avait déjà réalisé les actions correctives pour 5 écarts dont la révision des groupes motopompe pour laquelle il a présenté à l'inspection les bons d'intervention en date du 05/06/2025. Pour le moteur CATERPILLAR, le bon d'intervention mentionnait que les joints de garniture de pompe sont à changer des deux côtés en raison de fuites.

L'inspection s'est rendue dans le local contenant les groupes motopompe pour le sprinklage et a constaté la présence du nouveau réseau de sprinklage dans les zones accessibles des bâtiments C, E et F.

L'exploitant a transmis suite à l'inspection un exemple de relevé du contrôle hebdomadaire des groupes motopompe en date du 27/08/2025. Ces contrôles incluent le test de l'asservissement du mode "incendie" du bassin de rétention au démarrage des groupes motopompes, c'est-à-dire la fermeture de la vanne de rejet des eaux pluviales vers l'extérieur du site et l'ouverture de la vanne qui permet le cheminement des eaux pluviales vers le bassin de rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournira à l'inspection sous 3 mois :

- le prochain rapport de vérification de l'installation de sprinklage permettant d'attester qu'il a résorbé les écarts au référentiel FM GLOBAL présents sur le rapport d'août 2025. Si certaines actions ne sont pas encore réalisées, il s'engagera sur un plan d'actions fixant des échéances compatibles avec l'importance de l'écart ;
- le rapport de vérification des 17 RIA non vérifiés en août 2025 et les bons d'intervention pour la remise en état des 5 RIA défectueux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 7.2.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque foudre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2024

**Prescription contrôlée :**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008. En particulier, une analyse du risque foudre est réalisée pour le 1er janvier 2010. En fonction de celle-ci, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. L'ensemble des dispositifs doivent être mis en place et conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé pour le 1er janvier 2012.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre réalisée par un organisme certifié F2C du 24/09/2024 au 27/09/2024. Ce rapport indique que la précédente vérification a eu lieu en 10/2023. La fréquence annuelle est donc respectée.

2 non-conformités ont été mises en évidence. L'exploitant a fourni un rapport de fin de travaux daté de décembre 2024 pour la remise en conformité des installations par une entreprise certifiée QUALIFOUDRE.

Lors de la visite sur le site en toiture et en pied de bâtiment, il n'a pas été constaté d'anomalie visuelle sur les installations contrôlées par sondage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 7.2.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/02/2024

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

[...]

<p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis avant l'inspection les rapports de vérification des installations électriques réalisées au mois de mai et juin 2025 selon de référentiel APSAD D18. Le certificat Q18 conclut que les installations électriques du site ne présentent pas de risque d'incendie.</p> <p>Toutefois le rapport de vérification met en évidence que la coupure des dispositifs différentiels n'a pas été possible en raison de l'absence de coupure générale du courant. Il note que la vérification est réalisée par l'exploitant au mois de décembre pendant l'arrêt technique annuel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection sous 3 mois les rapports de vérification des dispositifs différentiels programmés pendant l'arrêt technique de décembre 2025 avec test de coupure générale du courant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Plan d'opération interne

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article Article 7.5.7.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.). En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il assure à l'intérieur des installations la direction des secours. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</li> <li>la formation du personnel intervenant,</li> <li>l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</li> </ul> </li> <li>la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage notamment),</li> <li>la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,</li> </ul>

- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'inspection des installations classées dispose d'un Plan d'Opération Interne datant de 2012. L'exploitant a indiqué pendant la visite que le Plan d'Opération Interne avait été mis à jour et pouvait désormais être transmis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra sous 1 mois la nouvelle version de son POI à l'inspection des installations classées, à la préfecture (SIRACED-PC) et au SDIS76 selon les modalités précisées dans le courriel adressé par l'inspection le 07/05/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Porter à connaissance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/07/2009, article 1.6.1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Suite à la précédente visite pendant laquelle il avait été constaté des modifications du site (notamment construction du bâtiment N ) qui n'avaient pas été portées à la connaissance du préfet de la Seine-Maritime, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel un dossier de porter à connaissance qui résume succinctement les modifications ayant eu lieu sur le site depuis 2015 :

- 2015- construction d'une zone de bureaux de 445 m<sup>2</sup> sur 2 niveaux ;
- 2017-2024 : construction d'un bâtiment de production sur 3 niveaux -bat N) sur une emprise de 2 220 m<sup>2</sup> ;
- 2018 : construction de 2 locaux de charge des chariots électriques de 222 m<sup>2</sup> pour le M46 et 348 m<sup>2</sup> pour le D81 ;
- 2018 - construction d'une station d'épuration sur une zone de 500 m<sup>2</sup> ;
- 2018 - suppression du broyeur/stérilisateur ECODAS T300 ;
- 2018-2019 : ajout de chambres froides de stockage à -37°C sur 680 m<sup>2</sup> ;
- 2019 - modification du périmètre du site avec le rachat d'un terrain anciennement occupé par

l'entreprise CEMEX ;

- 2019 - ajout de bureaux de 730 m<sup>2</sup> ;

- 2023 - 2024 : création d'une zone de stockage de produits chimiques de 490 m<sup>2</sup> à proximité du magasin sur rétention ;

-2023-2024 - création d'un poste de relevage et d'un bassin de rétention de 1500 m<sup>3</sup> pour recueillir les eaux incendie susceptibles d'être polluées pour répondre aux dispositions de l'article 7.5.8.1 de l'Arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 réglementant l'activité du site : *«Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés dans le bassin prévu à cet effet (parking décaissé situé au Sud du site) d'une capacité minimum de 1500 m<sup>3</sup> (1000 m<sup>3</sup> pour le bassin et 500 m<sup>3</sup> de tuyauteries) avant rejet vers le milieu naturel. Il est équipé d'une vanne guillotine et d'un débourbeur-déshuileur.*

*Une procédure précisant les conditions de fermeture de la vanne est mise en place.*

*La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. »*

L'exploitant a également transmis à l'inspection par courriel en février 2024 une version à jour de l'étude de danger en date de décembre 2021.

Cette étude de danger conclut qu'aucun phénomène dangereux n'entraîne d'effets létaux et/ou significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site. Le risque est donc considéré comme acceptable.

Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur les dangers et inconvénients connus du site et ne modifient pas son classement ICPE. L'inspection propose donc à M. le préfet d'acter ces modifications à l'occasion d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite